



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-12361>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **25-12361**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : 2025M0005 Marché public global de performance énergétique ( MGPE) pour l'exploitation et la maintenance des installations de génie climatique et autres équipements CVC du CADAM, des bâtiments Ariane et Centaure à Nice Leader

**Description** : 2025M0005 Marché public global de performance énergétique ( MGPE) pour l'exploitation et la maintenance des installations de génie climatique et autres équipements CVC du CADAM, des bâtiments Ariane et Centaure à Nice Leader

**Identifiant de la procédure** : e03018d6-031b-4ea1-a4f2-8e5bf3307beb

**Identifiant interne** : 2025M0005

**Type de procédure** : Dialogue compétitif

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )**: 71314200 Services de gestion de l'énergie

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 45331000 Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 50720000 Services de réparation et d'entretien de chauffage central

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 50730000 Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération

### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** Informations relatives aux voies de recours : Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Faillite : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Corruption : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Concordat : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Participation à une organisation criminelle : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Fraude : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Insolvabilité : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Biens administrés par un liquidateur : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Motifs d'exclusion purement nationaux : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Coupable d'une faute professionnelle grave : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Paiement des cotisations de sécurité sociale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

État de cessation d'activités : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Paiement d'impôts et taxes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement d'appel public à candidatures

## **Section 5 - Lot**

### **5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001**

**Titre** : Lot unique

**Description** : Marché public global de performance énergétique ( MGPE) pour l'exploitation et la maintenance des installations de génie climatique et autres équipements CVC du CADAM, des bâtiments Ariane et Centaure à Nice Leader

**Identifiant interne** : lot unique

### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 71314200 Services de gestion de l'énergie

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 45331000 Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 50720000 Services de réparation et d'entretien de chauffage central

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 50730000 Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération

#### **Options :**

**Description des options :** le présent marché est conclu pour une durée initiale de cinq (5) ans (60 mois) reconductible une fois trois (3) ans, soit une durée maximale du marché de huit (8) ans, à compter de sa date de notification.

### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 60 Mois

### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 1

### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale :** L'atténuation du changement climatique

**Objectif social promu :** Possibilités d'emploi des chômeurs de longue durée, des personnes défavorisées et/ou des personnes handicapées

### 5.1.9 Critères de sélection

#### **Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Niveau minimal de capacité professionnelle et technique

**Description :** Certificats de qualification professionnelle visés ci-dessous, ou équivalent : Qualibat 5274 - Exploitation d'installation de chauffage et de rafraichissement avec garantie totale dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m2 Qualibat 5213 - Installation de chauffage avec chaudière gaz/fuel en habitat

individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m<sup>2</sup> Qualibat 5232 - Installation de pompe à chaleur et groupe froid en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m<sup>2</sup> Qualibat 5312 - Installation de VMC dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m<sup>2</sup>

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

**Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure**

**Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :**

**Nombre minimal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure :** 3

**Nombre maximal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure :** 4

**La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains participants peuvent être éliminés**

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères :** Critères objectifs de limitation du nombre de candidats admis à remettre une offre : - Qualification et qualité du candidat - Qualité des références fournies Critères de jugement des offres : A Coût global de l'offre sur la durée du marché (P2, P3, Travaux, Taux horaire,...) coefficient de pondération 0.40 B Mémoire Technique (Moyens humains matériel, Organisation, Pertinence du P3, Travaux prévus...) coefficient de pondération 0.35 C Engagements de performance énergétique et environnementale coefficient de pondération 0.25

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** <https://marches-securises.fr/>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://marches-securises.fr/>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 06/03/2025 à 15:30

**Informations qui peuvent être complétées après la date limite de présentation des offres :**

À la discrétion de l'acheteur, certains documents manquants relatifs au soumissionnaire peuvent être transmis ultérieurement.

**Informations complémentaires :** En application de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, l'acheteur public se réserve la possibilité de réclamer aux

candidats dont les pièces ou informations relevant de la candidature, sont absentes ou incomplètes, de fournir les justificatifs manquants ou incomplets dans un délai approprié et identique pour tous, à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**

Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué :** cf au règlement d'appel public à la candidature

**Informations relatives aux délais de recours :** Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Organisation qui traite les offres :** CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

## **Section 8 - Organisations**

## 8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Numéro d'enregistrement** : 220600001900016

**Adresse postale** : Département des Alpes-Maritimes - Centre Administratif Départemental (CADAM)

**Ville** : Nice

**Code postal** : 06201

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : marches@departement06.fr

**Téléphone** : +33 497186000

**Adresse internet** : <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <https://www.marches-securises.fr>

**Profil de l'acheteur** : <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

## 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Numéro d'enregistrement** : 17060005000026

**Adresse postale** : 18 avenue des Fleurs CS 61039

**Ville** : NICE CEDEX 1

**Code postal** : 06050

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Point de contact** : Tribunal administratif de Nice

**Adresse électronique** : greffe.ta-nice@juradm.fr

**Téléphone** : +33 489978600

**Adresse internet** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis :** 8124fc78-468b-4359-920d-61e5baf5e748 - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 03/02/2025 à 11:38

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 03/02/2025